



Bulletin de la gare Lyon Perrache

Lyon le 5 janvier 2026

## Non à l'agression impérialiste pour faire main basse sur les richesses du Venezuela !

*Dans la nuit du 2 au 3 janvier, l'armée américaine, sur ordre de Donald Trump, a mené une opération militaire sur Caracas, la capitale du Venezuela, pour enlever le président Maduro et sa femme. Du jamais vu depuis l'invasion militaire par les États-Unis de l'île de Grenade en 1983 et l'enlèvement de Noriega au Panama en 1989.*

### Main basse sur le pétrole

Officiellement, Trump a fait kidnapper Maduro pour le juger aux États-Unis pour « narco-terrorisme ». Une accusation ridicule, qui ne prend même pas la peine de cacher les véritables raisons de cette invasion militaire : mettre la main sur les immenses réserves pétrolières vénézuéliennes. Lors de sa conférence de presse, Trump a d'ailleurs carrément prétendu que les États-Unis dirigeraient désormais directement le pays et ses ressources, et a prononcé plus d'une vingtaine de fois le mot « pétrole ».

En réalité, aux yeux des capitalistes américains, le seul crime de Maduro, et de son prédécesseur Chávez, est d'avoir osé nationaliser les compagnies pétrolières vénézuéliennes, et imposé la participation majoritaire de l'État aux installations pétrolières américaines. En 2002, déjà, l'impérialisme américain avait tenté de renverser Chávez. En 2015, c'est Barack Obama qui avait imposé des sanctions économiques au pays, qui ont avant tout touché la population. Une politique qu'a poursuivie Biden, et que Trump a aujourd'hui décidé de poursuivre avec le renversement direct de Maduro par l'armée américaine.

### Une menace contre tous les peuples de la planète

Maduro et son prédécesseur Chavez se prétendaient socialistes mais ne défendaient en rien les intérêts des travailleurs et travailleuses de leur pays. Au Venezuela, comme dans bien d'autres pays d'Amérique latine, les libertés syndicales sont suspendues. Maduro s'est maintenu au pouvoir par une répression brutale et a fait emprisonner des centaines d'opposants.

Mais les crimes du dirigeant vénézuélien n'autorisent nullement le grand banditisme impérialiste de Trump dans un déploiement spectaculaire de forces destiné à intimider tous

les peuples de la planète ! Une semaine avant cette opération éclair sur Caracas, les États-Unis avaient déjà mené des frappes sur le Nigeria, le plus gros pays producteur de pétrole d'Afrique. Donald Trump et son secrétaire d'État Marco Rubio menacent maintenant Cuba, la Colombie et le Groenland, de connaître le même sort que le Venezuela. Mais qu'à cela ne tienne : les dirigeants européens, Macron en tête, se sont réjouis de la chute de Maduro. Les dirigeants russes et chinois ont de leur côté condamné cette opération, appelé à la libération de Maduro, qui était leur allié et au « respect du droit international », eux qui pourtant sont des sosies au petit pied de Trump : Vladimir Poutine mène lui aussi une guerre d'invasion en Ukraine, et Xi Jinping organise des opérations navales de grande ampleur menaçant Taïwan, dans le cadre de prétentions tout aussi impérialistes que les États-Unis.

### Aux travailleurs et aux peuples de stopper cette folie guerrière !

En réalité, le génocide à Gaza a bien montré à quoi servait le prétendu « droit international » : légitimer la domination des pays impérialistes qui, lorsqu'ils le jugent nécessaire, n'hésitent pas à s'asseoir dessus pour massacrer les peuples et envahir des pays. Il n'y a rien à attendre, ni des dirigeants impérialistes, ni de leurs institutions.

*Dès l'annonce des bombardements américains sur Caracas, des milliers de personnes sont descendues dans la rue, en France, en Espagne, en Italie, mais aussi dans les grandes villes des États-Unis, pour dénoncer ce raid. Seuls les peuples et les travailleurs de la planète, en se mobilisant et s'organisant, peuvent stopper la folie guerrière des impérialistes. À bas l'agression contre le Venezuela ! À bas l'impérialisme !*

## **NAO : tous en grève mardi 13 janvier !**

Grand prince, Castex a annoncé en décembre une prime de partage de la valeur de 400 euros pour tous les salariés. Bien peu en réalité, au regard des 950 millions d'euros de bénéfices réalisés sur le seul premier semestre 2025. De quoi nous rappeler, alors que les NAO approchent, que seule la lutte, par la grève, pourra nous permettre d'arracher de vraies augmentations de salaire. Plusieurs organisations syndicales appellent à une journée de grève mardi 13 janvier. Soyons nombreux à nous en emparer !

## **Quand les profits tuent**

L'explosion qui a eu lieu le 22 décembre chez Elkem Sillicone à Saint-Fons a causé la mort de deux travailleurs et une travailleuse est toujours dans le coma. Ce n'est pas la première fois qu'il y a des morts chez dans cette boite. En 2016 déjà, un jeune de 25 ans avait péri. La boite, 100% responsable, lui avait fourni des outils non adaptés et dangereux par souci d'économie. Pour nous faire suer des dividendes, les patrons sont prêts à nous faire crever !

## **La colère se généralise en Iran**

En Iran, les manifestations contre la vie chère (+250 % sur le pain !) ont rapidement pris un tournant politique, avec des appels à renverser la république islamique, malgré une répression ayant fait déjà plus de sept morts.

Les États-Unis et Israël prétendent se préparer à aider militairement les manifestants face à la dictature des mollahs. Mais ils craignent encore plus l'extension du soulèvement dans toutes les couches de la population. Celle-ci a tout lieu de se défier d'une « aide » qui pourrait venir noyer sa révolte sous les bombes...

## **Israël combat l'aide humanitaire**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, 37 ONG humanitaires internationales dont Médecins sans frontières sont interdites à Gaza par l'État israélien. Le prétexte ? Encore et toujours la sempiternelle accusation d'aider le « terrorisme » palestinien, sans la moindre preuve. En revanche, les Nations Unies certifient que « des provisions, des abris et des colis alimentaires pour 1,1 million de personnes sont stockés à la frontière et prêts à entrer dans Gaza », où sévit une tempête et où 25 personnes sont mortes de froid en décembre.

La « paix » israélienne n'exclut pas la poursuite du génocide.

## **Grand froid, petit plan**

Un gymnase réquisitionné à Paris pour l'accueil des sans-abris au vu du froid polaire ? C'est déjà trop pour l'ancien premier ministre Michel Barnier, redevenu député. À croire qu'il ignore que 750 personnes sont mortes dans la rue cette année en France ! Le gouvernement a supprimé dans le même temps des milliers de places en centre d'hébergement d'urgence alors qu'il y a 350 000 sans-abris.

## **Selon que vous serez puissant ou misérable...**

L'acteur George Clooney et sa famille ont demandé et obtenu la nationalité française. Tant mieux pour eux ! Ceux qui sont français de naissance n'ont pas plus « mérité » de l'être. Mais certains font remarquer, à juste titre, que la star du grand écran a sans doute bénéficié d'un passe-droit. En effet, bien des travailleurs immigrés sont loin d'être traités aussi chaleureusement, et rien que parmi nos collègues certains galèrent à seulement renouveler les titres de séjour... Un « deux poids deux mesures » qu'il faut combattre en revendiquant la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous.

## **Mais où Macron trouve-t-il toute cette...**

Tradition oblige, Macron a présenté ses vœux. Institutions, services publics, recherche, inflation, chômage... Tout-va-bien !

Curieusement, dans le monde réel, le nôtre, c'est tout l'inverse. Seul point d'accord : l'armée se porte comme un charme, au sacrifice, certes, de secteurs vraiment utiles à la population. Monde parallèle ? Méthode Coué ? Dur à dire. En tout cas, pour cette année notre vœu est clair : que nous, travailleurs, ramenions Macron à la réalité !

## **Grand froid, petit plan**

Un gymnase réquisitionné à Paris pour l'accueil des sans-abris au vu du froid polaire ? C'est déjà trop pour l'ancien premier ministre Michel Barnier, redevenu député. À croire qu'il ignore que 750 personnes sont mortes dans la rue cette année en France ! Le gouvernement a supprimé dans le même temps des milliers de places en centre d'hébergement d'urgence alors qu'il y a 350 000 sans-abris.